

La menace du Coronavirus ne décourage pas les Burundais à pratiquer des accolades

PANA, 19 mars 2020 Bujumbura, Burundi - La consigne du ministère de la Santé publique d'«éviter au maximum de se serrer la main ou de s'embrasser face à la menace de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) se heurte aux mœurs fortement ancrées chez les Burundais de manifester le respect, l'amitié et l'affection par des accolades, surtout dans les lieux publics.

Les bistrotiers de Bujumbura, la capitale économique du Burundi, se remplissent toujours comme si de rien n'était, et on se serre volontiers la main entre copains à l'arrivée et pour prendre congé. Certains poussent encore loin le bouchon en blaguant sur cet ennemi pour le moment invisible dans le pays. Du côté des autorités burundaises, l'heure est plutôt au branle-bas et à la communication tous azimuts même si, officiellement, aucun cas n'a été détecté à ce jour dans le pays. C'est dans ce cadre que les formations sanitaires et autres lieux publics (écoles, stades, bureaux, églises, hôtels, bistrotiers, restaurants et marchés) du pays doivent généraliser la mise en place des kits de lavage des mains. Le constat est que ces kits de lavage des mains ne sont pas encore aussi généralisés que le recommande le gouvernement burundais. Le développement nouveau de ce jeudi est la convocation des diplomates étrangers par le ministre burundais des Relations extérieures, Ezechiel Nibigira, pour leur annoncer la suspension temporaire du visa d'entrée au Burundi. La suspension du visa n'est toutefois pas synonyme de la fermeture des frontières, a clarifié le ministre Nibigira. Le secrétaire général du gouvernement, Prosper Ntahorwamiye, de son côté, annonçait la veille, la suspension des missions officielles à l'étranger sauf celles revêtant un caractère «hautement stratégique», à la décision des plus hautes autorités du pays. Malgré cette panoplie de mesures, la question qui reste posée dans l'opinion est celle de savoir jusqu'à quand le Burundi sera épargné, au milieu des pays des Grands lacs africains ayant déjà enregistré de nombreux cas de COVID-19, notamment le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya et la République démocratique du Congo. L'opinion se pose encore la question sur la possibilité d'organiser de nouvelles élections générales le 20 mai prochain, dans un contexte de grave crise sanitaire sans frontières. Pour le moment, le pays fait face à de fausses alertes qui en disent néanmoins long sur la psychose généralisée au coronavirus. Mercredi, le ministre de la Santé publique et de la Lutte contre le VIH/SIDA, Dr Thaddée Ndikumana, a indiqué avoir été alerté pour un probable suspect du COVID-19 sur trois ressortissantes françaises ayant récemment séjourné au Rwanda où au moins huit cas ont été déjà testés positifs. L'opinion a poussé un soupir de soulagement en apprenant que le résultat de l'analyse par prélèvements nasaux et naso-pharyngés par une équipe de l'Institut national de santé publique (INSP) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est resté négatif sur les trois enseignantes de l'école française de Bujumbura. Encore, le ministère de la Santé publique a dépêché une équipe à la frontière pour examiner des ressortissants burundais qui venaient d'être refoulés de la RD Congo. A l'arrivée, aucun cas ne se trouvait dans le groupe des 11 irréguliers burundais refoulés de la RD Congo. C'est encore par mesure de précaution que le gouvernement burundais a décidé de mettre en quarantaine stricte les passagers en provenance de 35 pays d'Asie, d'Europe et d'Amérique les plus impactés. L'OMS a déjà déclaré le coronavirus au stade de "pandémie" pour sa gravité alarmante de propagation à travers le monde.